

Télé et politique

Yves Rousseau

Numéro 80, décembre 1995, janvier 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/2173ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rousseau, Y. (1995). Télé et politique. *24 images*, (80), 18-19.

TÉLÉ ET POLITIQUE

par Yves Rousseau

Lorsqu'il y a coup d'État, deux cibles sont d'abord visées : le siège du gouvernement et la télévision.

Entendons-nous d'abord pour affirmer que les rapports entre la télévision et le politique sont bien davantage que la présence de politiciens dans un studio face à une caméra. La politique politicienne, même si elle occupe une large part du temps-écran dans le créneau information, n'est que la partie visible d'un corpus qui présente des choix de société et des choix de consommation au milieu desquels le discours politique en tant que tel se résume souvent à un choix de consommation comme un autre, puisqu'il y est mis en scène comme toute autre marchandise qui traverse la petite lucarne cathodique. On peut à la rigueur percevoir *Le téléjournal* comme le meilleur téléroman en ville avec ses bons et ses méchants, ses rôles secondaires, ses coups de théâtre, ses scènes d'action, ses histoires à rendre jaloux les scénaristes, sa routine et Bernard Derome dans le rôle du coryphée.¹

Si un certain décorum existe encore dans quelques émissions dites d'information ou d'affaires publiques, l'écart s'amenuise constamment entre des catégories d'émissions naguère beaucoup plus étanches. L'exemple le plus discuté ces dernières années reste évidemment le passage de Kim Campbell à *L'enfer c'est nous autres*, ce qui au demeurant n'a

pas empêché son parti d'être virtuellement rayé de la carte au Québec.

La belle et la belette

Sans revenir trop longtemps sur Musique Plus qui a déjà fait l'objet d'un texte dans cette chronique, il faut reconnaître que l'expérience télévisuelle la plus intéressante portant sur la politique vient de la petite station de la rue Ste-Catherine. Le concept de *Politiquement direct* élaboré lors de la campagne électorale provinciale de 94, a été repris après quelques mois de pouvoir du PQ et son chef, désormais baptisé Belette Vibrante, ne s'est pas fait prier pour jouer le jeu devant la jolie animatrice, elle-même d'habitude plus à l'aise avec les gros rockers.

À quoi ressemble une entrevue de Jacques Parizeau à Musique Plus? À un grand jeu de marelle électronique qui commence comme *Au-delà du réel*, où l'on nous prévient d'emblée que nous n'avons plus le contrôle sur l'appareil. Si la syntaxe grammaticale et les questions songées ne sont pas le fort de Musique Plus, ce sont eux les plus forts pour le langage audiovisuel. Si Bombardier et Scully manipulent mieux les mots, Musique Plus n'a pas son pareil pour le montage, la caméra et les effets visuels; bref,

pour ce qui fait la différence entre la radio et la télé.

Curieusement, ce déferlement technologique avait pour effet d'humaniser un politicien qu'on dit hautain et doctoral. Il était visiblement nerveux lors de l'entrevue, déboussolé bien plus par le dispositif de mise en scène que par les questions; dispositif qui allait jusqu'à provoquer des coupes par l'irruption d'un orchestre de mariachis. Le grand défi n'était pas tant de faire mousser un programme politique que de prouver qu'il savait parler aux jeunes. Pour moi, la référence absolue reste François Mitterrand qui, invité à une émission destinée aux jeunes, se fait demander par l'animateur « êtes-vous un président "branché"? » Mitterrand de répondre « maintenant, il faut dire chébran ». Pour Parizeau, ce fut souvent plus laborieux, comme en témoigne cette manie d'appeler « bidule » tous les gadgets électroniques, de l'ordinateur à l'Internet, tic révélateur d'une connaissance superficielle ou d'une ignorance profonde, c'est au choix. Au bout du compte, on peut difficilement affirmer que la politique ressort grandie de cet exercice. La télé, elle, a marqué des points.

Les débats de l'Assemblée nationale

Sur le plan strictement politique, la meilleure source d'information télévisuelle reste LA télé de l'Assemblée nationale. Dans un style proche des retransmissions du procès d'O.J. Simpson à CNN,

cette chaîne, hélas trop confidentielle, révèle nos élus sous un jour bien plus décuplant que tous les bulletins de nouvelles de la terre, car on y présente l'action dans sa durée propre. Évidemment cette conception de la durée est aux antipodes des canons de l'esthétique télévisuelle dominante, l'affaire Simpson étant l'exception qui confirme.

Outre la durée, l'intérêt des travaux de l'Assemblée nationale réside dans le fait que les acteurs sont davantage laissés à eux-mêmes, climat propice à une certaine improvisation, contrairement aux débats politiques télévisés où les adversaires s'étudient, cherchent davantage la nulle que le K.-O.; où les faiseurs d'images qui conseillent les politiques ont tout préparé : coiffure, costume, dossiers, liste de petites phrases qui tuent, mais les ont surtout préparés à se taire: liste de sujets à éviter car il est préférable d'éviter une question que d'y répondre selon les vœux de l'adversaire.

À l'heure de l'idéologie publicitaire, quand on repousse sans cesse les limites de la fabrication de l'image, peut-on croire à l'information politique télévisée? Faire des choix politiques basés uniquement sur la télé ne reviendrait-il pas à critiquer les films uniquement à partir de la bande-annonce? Avec des conséquences autrement plus graves.

Ailleurs

Tout n'est pas parfait dans la télé d'ici, loin de là, mais il faut reconnaître que le produit diffusé maintient la plupart du temps



Le premier ministre
Parizeau à
Politiquement direct.

une certaine distance face aux gouvernements en place. Je conviens que des dérapages existent, particulièrement pendant les crises et les guerres, sans parler de ce mandat radio-canadien de «faire connaître et aimer le Canada à tous les Canadiens» et que l'arrivée de Michel Dupuy au ministère du Patrimoine n'est pas une excellente chose non plus. Mais dans la plupart des pays du monde, la télé est d'abord, et souvent uniquement, la voix du gouvernement.

Il n'y a pas si longtemps, au début des années 60, André Malraux, alors ministre de la Culture, interrogé par Kennedy à propos du monopole étatique sur la télé française, répondait: «Mais comment peut-on gouverner un pays sans avoir le monopole de la radio et de la télévision?»

Toujours en France, et pas plus tard qu'il y a six mois, Jacques Chirac nomme un nouveau Directeur général de l'administration pénitentiaire, qui se trouve être l'ancien président d'une chaîne de télé nationale. Comme quoi ce brave fonctionnaire aura bâti sa carrière sur des chaînes. Je me demande s'il saura tenir captif son nouvel auditoire. Parfois je

me demande aussi quelle évasion est la plus difficile...

Dans la Russie de Boris Eltsine les élections arrivent à grands pas et la télé d'État ORT, la seule qui diffuse de Saint-Pétersbourg à Vladivostok, n'avait plus de patron car il y a six mois Vladislav Listiev a été assassiné par des professionnels. Eltsine vient d'y nommer son ami Boris Berezovski. Son mandat? Faire d'ORT une chaîne «moderne» capable d'assurer la «stabilité politique» nécessaire au président et à la nouvelle élite russe. Sa récompense? 49 % des parts de la chaîne. Sa première décision? Congédier Alexandre Soljenitsyne, qui aimait depuis son retour en Russie une émission hebdomadaire de 15 minutes dans laquelle l'écrivain monologuait devant une caméra en plan fixe, ressassant ses thèses nationalistes passées. Gageons qu'il sera remplacé par une version russe de *La roue chanceuse*, qui pourrait s'appeler *La roulette russe*. Mais soyons sérieux, il est tout de même intéressant de constater que pour tous les dirigeants russes depuis Staline, Soljenitsyne reste un emmerdeur. Bien sûr, aujourd'hui, la plupart des gouvernements démocrati-

ques sont un peu plus subtils et à défaut de contrôler directement la télé on peut manipuler l'image pour faire passer le message désiré. Mais les tactiques grossières payent encore, et pas seulement en Iran. Faut-il revenir sur la couverture «mondiale» de la guerre du Golfe où le monde entier a effectivement pu voir des images qui venaient toutes... de la même caméra! Et que dire du récent exemple de Silvio Berlusconi qui, à la fois premier ministre de l'Italie, propriétaire de chaînes de télévision et d'un tas d'autres entreprises, s'est offert un référendum national (qu'il a gagné, lui) où le présentateur des infos du soir chantait les louanges de son patron en plein bulletin de nouvelles.

Les décideurs de la télé ont tendance à se draper dans un argument pour eux sacré qui justifierait la médiocrité générale de leur offre: l'audimat. La cote d'écoute qui transformerait ce qui est populaire en démocratique. Dans un bref essai² sur la télévision, texte aux conclusions parfois discutables mais qui est à lire, le philosophe Karl Popper a très bien réfuté cet argument. Ce qui est démocratique n'est pas néces-

sairement populaire et vice-versa. La question de la peine de mort en est un bon exemple. Tocqueville a également relevé des contradictions entre le démocratique et le populaire. D'ailleurs, les dictatures communistes se sont elles-mêmes toujours définies comme des «démocraties populaires», ce qui devrait suffire à nous mettre en garde contre certains rapprochements douteux.

De là à dire qu'il faut toujours confondre la télé avec ceux qui la contrôlent... Ce serait verser dans la thèse paranoïaque. Il existe des limites à la manipulation; et il faut avoir une bien piètre idée de l'Homme pour le réduire au chien de Pavlov. Il est des armes qui font qu'on peut vivre avec la télé sans y laisser son âme. Cela s'appelle le doute et le scepticisme – ne pas confondre avec le cynisme – et dans les circonstances, n'est-ce pas une forme de résistance? ■

- 1 Nous élaborerons sur cette hypothèse lors d'une prochaine chronique.
- 2 *La télévision: un danger pour la démocratie*, Karl Popper et John Condry, Paris, Éditions Anatolla, 1994, 92 p.